

KL 1/14/2011

L'acier fait encore couler de l'encre et de l'amertume

Pour la CGT, la réalisation d'Ulcoss ne doit pas sceller le sort de la sidérurgie lorraine. « Si le projet se fait, c'est bien mais il n'est pas une fin en soi ! », scande l'organisation qui, sur ce volet, se démarque du lot.

Le sujet n'a pas monopolisé l'intégralité de l'entretien mais c'est un fait : hier à Bruxelles, François Hollande a plaidé le projet Ulcos auprès du président de la commission européenne, José Manuel Barroso. Un pavé à lui seul que ce projet de captage de CO2 qui, pour beaucoup de proches du dossier sidérurgique européen, sauvera – ou pas – les installations lorraines d'ArcelorMittal.

On sait le sujet complexe et éminemment politique et on doute qu'une décision soit prise avant le résultat des présidentielles.

En attendant, les usines lorraines continuent à fonctionner à minima. Lors du dernier comité d'établissement, la direction d'ArcelorMittal a confirmé l'ensemble des mesures ayant filtré quelques jours auparavant.

Pour le premier trimestre 2012, le haut-fourneau demeurera arrêté. Idem

pour la coulée continue. En revanche, des travaux de maintenance électrique et mécanique sont programmés afin de ne pas laisser sombrer l'outil.

Au train à chaud, un programme de marche permettant d'absorber 150 000 tonnes de brames venant de Dunkerque est confirmé pour ce mois de décembre.

Le *packaging* ne produira rien d'ici la fin de l'année, tout comme une ligne d'étamage située en amont.

Etat de lieux et des hommes

La direction a fait le point sur le *dispatching* des effectifs depuis la mise en œuvre des mesures de chômage partiel sur la filière liquide. Sur les 438 personnes auxquelles il a fallu trouver une solution temporaire, 167 ont accepté des missions de détachement – essentiellement au *finishing*, à la cokerie

et au laminage à chaud – : 191 sont affectées à des missions de surveillance de l'outil de production. Le projet Ulcos mobilise 43 salariés supplémentaires.

Ressenti

Comme toujours, la CGT reste l'organisation syndicale la plus prolix sur le sujet. Cette fois, elle s'appuie sur quelques pépites pour dire une fois encore combien elle condamne « la politique de casse sociale et industrielle du groupe ArcelorMittal ». Et lâche des chiffres, à commencer par celui de la production mondiale d'acier qui, avec 1 520 000 de tonnes en 2011, a dépassé le niveau d'avant la crise (1 351 000 de tonnes en 2007) « et les prévisions pour 2012 sont à la hausse ! ». Dans la série comment creuser un fossé d'incompréhension et nourrir la colère, il n'y a pas mieux.

Ce n'est pas tout : « Après la filière

liquide, la direction veut dépouiller le *packaging de Florange* », observe la CGT, en se référant à « une enquête européenne qui va être mise en place début 2012, pour une durée de deux mois, sur les installations européennes afin d'évaluer leur productivité ». Enquête qui ne restera évidemment pas sans suite.

Marquer le coup

Plus discrètement mais tout aussi sûrement, l'ensemble des organisations syndicales – hormis la CFE-CGC – se prépare à la journée d'action européenne du 7 décembre censée « donner un signe fort à Mittal ». Ce jour-là, « l'objectif est d'amoindrir la production d'acier dans toute l'Europe ». Des blocages de portiers sont d'ores et déjà au programme.

C. F.